

**La sécurité par le feu nucléaire
versus le nucléaire comme
menace à la sécurité**

Commission Justice et Paix belge francophone asbl
rue Maurice Liétart, 31/6 • B-1150 Bruxelles • Belgique
tél. 32-(0)2-738.08.01 • fax 32-(0)2-738.08.00
info@justicepaix.be • www.justicepaix.be

A N A L Y S E 2 0 0 7

La sécurité par le feu nucléaire *versus* le nucléaire comme menace à la sécurité

Depuis Hiroshima et Nagasaki, l'arme nucléaire s'est répandue dans le monde, garantissant la sécurité des États qui la détiennent en décourageant une attaque à leur encontre. Mais le pouvoir de destruction de ces armes fait peur et la volonté de voir leur quantité diminuer et leur usage sévèrement contrôlé se fait sentir avec intensité. Ce dossier passe en revue les débuts du nucléaire militaire, l'évolution de la doctrine qui en formalise l'utilisation et les enjeux actuels liés aux faiblesses du Traité de Non-Prolifération.

1. Qu'est-ce que l'arme nucléaire ?
2. L'évolution de la doctrine nucléaire
3. Le Traité de Non-Prolifération Nucléaire (TNP) et ses faiblesses

1. Qu'est-ce que l'arme nucléaire ?

L'**arme nucléaire** est une arme de destruction massive, c'est-à-dire une arme capable d'un haut niveau de destruction et/ou de détruire un grand nombre de personnes. On y distingue 2 catégories : les **bombes A** (atomiques) qui utilisent l'énergie de l'atome produite par la fission de noyaux atomiques lourds (uranium, plutonium), et les **bombes H** (à hydrogène ou thermonucléaire) qui utilisent l'énergie produite par la fusion de noyaux atomiques légers (l'hydrogène)¹. Leurs effets destructeurs, sans commune mesure avec ceux des « armes conventionnelles », sont non seulement dus au souffle et à l'augmentation de la température, comme pour les explosifs classiques, mais aussi aux rayonnements.

Selon leur capacité de destruction et l'utilisation qui en est faite, on peut distinguer des armes nucléaires **stratégiques**, capables de détruire sans discernement une large zone, de tuer un nombre important de personnes et destinées à dissuader l'ennemi d'attaquer le premier vu les représailles qu'il encourt, et les armes nucléaires **tactiques**, dont la capacité de destruction est plus faible et qui sont utilisées en cours de combats sur des objectifs militaires.

L'arme nucléaire se présente sous la forme d'ogive (une tête nucléaire), fixée sur un vecteur qui la mènera à sa cible. Ces vecteurs peuvent être des missiles (tirés à partir du sol, de la mer, ou de l'air), des bombes larguées par des avions de combat ou des obus d'artillerie.

2. L'évolution de la doctrine nucléaire

Les recherches sur l'utilisation de l'énergie nucléaire ont commencé en Europe dans les années 1930, mais c'est aux États-Unis que la mise au point des premières bombes atomiques est effectuée. La seconde guerre mondiale se profile à l'horizon et l'utilisation militaire de

¹ Roosens, Claude, *Les relations internationales de 1815 à nos jours. Tome II : après 1939* (2^{ème} éd.), Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant, 2001, p. 167.

l'énergie nucléaire suscite un fort intérêt. C'est une lettre de physiciens pacifistes, dont Albert Einstein, envoyée au Président Roosevelt en 1938 le mettant en garde contre les dangers que représentent le développement d'une arme nucléaire aux mains des nazis, qui déclenche le projet de recherche américain, le **projet Manhattan**².

Ce projet aboutit au premier test nucléaire le 16 juillet 1945 à Trinity, dans le désert du Nouveau Mexique. Les résultats sont jugés concluants et, en représailles au raid japonais sur Pearl Harbour (1941) ainsi que dans le but de faire capituler de force la puissance nippone, les premières bombes atomiques sont lancées sur Hiroshima et Nagasaki, le 5 août 1945, avec les immenses dégâts matériels et humains que l'histoire nous laisse en mémoire³.

Depuis lors, vu le pouvoir de destruction de ces armes, des doctrines qui en décrivent les modes d'emploi possibles ont été élaborées pour préserver la sécurité mondiale⁴.

Face à un État hostile et doté de moyens militaires suffisants pour que la menace qu'il pose soit crédible, la possession de l'arme nucléaire offre un moyen de **dissuasion** important. Cette arme n'est plus destinée, comme les armes conventionnelles, à être utilisée lors d'attaques pour détruire la force militaire de l'ennemi, mais comme moyen de le contraindre à ne pas attaquer le premier. En effet, les dommages que cet ennemi aurait à endurer en représailles de son agression deviennent bien supérieurs à la valeur de l'enjeu qu'il voulait remporter. La stratégie de dissuasion ne se fonde donc pas sur les capacités militaires elles-mêmes, mais sur la **détermination** et la capacité à infliger des dommages intolérables en retour d'une agression.

Pendant la guerre froide : le monde bipolaire et l'équilibre des forces par la dissuasion nucléaire réciproque

La stratégie de la dissuasion nucléaire s'est basée sur des doctrines qui ont évolué avec les changements survenus sur la scène internationale depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

En février 1945, les Alliés (les Etats-Unis et Roosevelt, l'URSS et Staline, la Grande-Bretagne et Churchill) se réunissent à Yalta en Crimée. Ils y adoptent une stratégie commune pour mettre rapidement fin au conflit, notamment dans le Pacifique, régler le sort de l'Europe après la défaite allemande et garantir la stabilité du monde à l'avenir (création de l'ONU qui succède à la Société des Nations). Mais il s'avère rapidement que l'Union Soviétique et les deux puissances occidentales ont des conceptions idéologiquement très différentes en la matière et que l'Europe constitue pour chacune un enjeu géopolitique et stratégique très important.

Leur système économique-politique – capitalisme et démocratie libérale pour les USA et communisme et économie planifiée pour l'URSS – sont totalement opposés. Chacun cherche à augmenter sa zone d'influence en ralliant les États périphériques par un soutien financier à la reconstruction et la garantie de protection. De même, ils tentent d'empêcher l'expansion de l'autre (stratégie d'endigement du communisme par les Etats-Unis). Sur le plan sécuritaire, leur confrontation prend la forme d'une course aux armements et au développement de leur arsenal nucléaire, en particulier.

² La petite histoire du projet Manhattan : <http://www.astrosurf.com/luxorion/histoire-manchattan-project2.htm>

³ <http://www.hiroshima-nagasaki.org/index.htm>

⁴ Barrea, Jean, *Théories des relations internationales. La grammaire des événements*, (3^e édition), Louvain-La-Neuve, Artel, 1994, pp. 203-234 (La dissuasion nucléaire).

Deux systèmes antagonistes en conflit larvé se créent – le bloc de l’Est et le bloc de l’Ouest – et la **guerre froide** commence. Il s’agit d’un affrontement politique, idéologique, culturel et stratégique, sans conflit militaire direct, qui se déroule essentiellement entre 1947 et 1989. L’objectif politique est la dissuasion fondée sur ce que Winston Churchill appelle « l’équilibre de la terreur », c’est-à-dire éviter une confrontation armée directe entre les deux blocs possédant chacun l’arme nucléaire par la garantie d’une destruction mutuelle assurée.

La première doctrine est formulée en 1954 par le secrétaire d’État américain John Foster Dulles. On l’appelle la doctrine des **représailles massives**. Elle prévoit une frappe nucléaire anti-cité (contre des cibles civiles) immédiate en représailles à une attaque quelconque, même par les armes conventionnelles et à un niveau local. Cette disproportion annoncée de la riposte constitue un moyen de dissuasion fort tant que la menace est crédible. Cette doctrine ne s’avère cependant efficace que dans le cas où une contre-riposte nucléaire de l’État agresseur est impossible, donc si un seul État possède la force nucléaire. Or, rapidement, d’autres États se dotent de cet armement : l’URSS en 1949, la Grande-Bretagne en 1952, la France en 1960, la Chine en 1964, et l’Inde en 1974⁵.

Suite à cela, Robert McNamara, le Secrétaire à la Défense du Président Kennedy, formule une nouvelle doctrine en 1962, perfectionnée par le Secrétaire à la Défense du président Ford, Arthur Schlesinger, en 1974⁶. Celle-ci établit la **riposte graduée**. L’objectif ici est de dissuader une attaque nucléaire délibérée contre les USA et leurs alliés, de retarder au maximum l’emploi de l’arme nucléaire, tout en cherchant à résoudre le conflit sans devoir y avoir recours. La dissuasion ici s’opère donc par étape : d’abord l’emploi des armes conventionnelles, puis en cas d’échec seulement, une frappe nucléaire tactique contre l’armée ennemie, ensuite une frappe nucléaire stratégique contre l’arsenal militaire de l’agresseur et enfin les représailles anti-cité. La riposte est interrompue entre chaque étape par un temps de réflexion qui doit permettre à l’État agresseur d’en appeler à la diplomatie pour mettre fin au conflit.

De nombreux exemples d’emploi de cette doctrine de riposte graduée parsèment le monde pendant la guerre froide. Des conflits locaux, théâtre des rivalités Est-Ouest éclatent. Citons, par exemple, la guerre de Corée (1950-1953) et la crise des missiles de Cuba (1962).

- La guerre de Corée (1950-1953)⁷ :

Le 25 juin 1950, les troupes de Corée du Nord passent la ligne de démarcation fixée au 38^e parallèle par les vainqueurs de la seconde guerre mondiale. Le Nord, soutenu militairement par l’URSS, envahit rapidement le reste de la péninsule. Seule une petite enclave au sud, autour du port de Pusan, reste aux mains de la Corée du Sud.

Dès le début du conflit, les Etats-Unis voient la nécessité d’une riposte contre ce qu’ils jugent être une menace communiste. Ils demandent une intervention du Conseil de Sécurité de l’ONU. À cette époque, l’URSS boycotte l’organisation pour protester contre la présence de Taiwan. Elle ne peut donc pas opposer son droit de veto. Le 27 juin 1950, le Conseil de

⁵ Roosens, p 166-167

⁶ Roosens, p 172

⁷ Roosens, p 83-89

Sécurité vote une résolution demandant aux membres de l'ONU d'aider la Corée du Sud à repousser l'agression.

Dès la fin septembre, les troupes américaines et leurs alliés reprennent le territoire du Sud. L'on demande alors à l'Assemblée générale de l'ONU le droit de franchir la frontière pour repousser les communistes aussi loin que possible. Ce qui est accepté. Le conflit continue, d'avancées en reculs des troupes de part et d'autre de la ligne de démarcation et avec l'intervention de la Chine auprès du Nord. Il se stabilise finalement et se transforme en guerre de position. Cela dure encore deux ans sans qu'une solution ne puisse être trouvée. Le conflit reste conventionnel, aucun des belligérants ne souhaitant utiliser l'arme nucléaire.

Le premier pas vers la paix est entrepris par l'URSS, le 23 juin 1951. Malik, le délégué soviétique de retour à l'ONU, prononce un discours dans lequel il évoque une possible coexistence pacifique entre les deux systèmes socialiste et capitaliste. Pour lui le moment est venu d'entamer des pourparlers entre les belligérants. Il faut deux ans pour arriver à un accord de cessez-le feu et retrouver le *statu quo ante* (malgré les importantes destructions matérielles sur l'ensemble du territoire et le nombre important de victimes civiles).

- La crise des missiles de Cuba (1962)⁸ :

En janvier 1959, Fidel Castro prend les rênes du pouvoir après six ans d'opérations de guérilla contre le régime dictatorial de Batista (soutenu par les Etats-Unis). Le régime communiste installé entame alors une série de réformes économiques en vue de réduire sa dépendance envers les États-Unis. Rapidement, des tensions entre les deux États apparaissent.

Cuba se tourne alors vers l'URSS. Ensemble ils signent un important accord commercial et rétablissent les relations diplomatiques. Che Guevara, lieutenant de Castro annonce publiquement l'adhésion de Cuba au bloc socialiste en 1960. En retour, les Etats-Unis décrètent un embargo total sur le commerce avec Cuba et rompent les relations diplomatiques.

En 1961, le Président Eisenhower prépare une invasion de l'île. Kennedy qui lui succède, la met en œuvre. Connue sous le nom d' « invasion de la Baie des Cochons », elle a lieu le 17 avril. Les Etats-Unis tentent de faire débarquer sur l'île des troupes anticastristes, composées de Cubains réfugiés et entraînés aux Etats-Unis, pour faire tomber le régime. L'opération est un échec car le secret est éventé par des hommes de Castro infiltrés parmi les militaires préparés à débarquer.

L'Union Soviétique promet, dès 1961, toute l'aide nécessaire à Cuba en cas de débarquement dans l'île, ce qui dissuade les Etats-Unis de tenter une nouvelle attaque. Mais leur détermination s'affirme et les mesures de surveillance de Cuba se multiplient. En réponse, Castro demande la protection de Moscou⁹ et des fusées à portée intermédiaire sont placées sur le sol de Cuba, menaçant directement le territoire américain.

Ayant la preuve formelle de l'installation de ces fusées grâce à des clichés tirés à partir d'avions espions, et apprenant que des navires soviétiques font route vers Cuba pour y décharger fusées et bombardiers, les Américains mettent en garde Moscou et optent pour un

⁸ Roosens 118-124

⁹ Cette manœuvre est à replacer dans le cadre plus large de la stratégie soviétique, qui tente de rééquilibrer les forces face à la supériorité technologique américaine de l'époque et de se mettre en position de pouvoir négocier à son avantage la question de Berlin. Roosens, p 121.

blocus. Une invasion de l'île et la destruction des rampes de lancement soviétiques paraissent en effet trop risquées.

Kennedy annonce publiquement la position des Etats-Unis le 22 octobre 1962, affirmant que tout lancement d'un engin nucléaire à partir de Cuba contre le territoire américain serait considéré comme une attaque de l'URSS et exigerait une riposte à grande échelle. En réaction, Moscou suggère la fin du blocus contre le retrait des missiles et le démantèlement de toutes les bases américaines établies à l'étranger. La solution à la crise prend la forme d'un retrait des missiles et du retour des navires soviétiques au port contre la promesse américaine de ne pas envahir Cuba.

Dans les années 1980, l'équilibre par la dissuasion réciproque est ébranlé par le projet de « guerre des étoiles »¹⁰ des Etats-Unis, lancés dans la recherche de développements techniques pour créer un bouclier spatial leur permettant d'intercepter les missiles ennemis. Les Etats-Unis sont ainsi considérés par l'URSS comme désirant rendre la dissuasion inopérante par la possession d'une force de première frappe capable de détruire complètement les forces militaires soviétiques.

Le projet, coûteux et n'apportant pas les résultats escomptés, est abandonné, et la course aux armements ralentie¹¹. Face à la volonté d'éviter la guerre et à la constatation que la dissuasion n'est plus une garantie suffisante, les deux blocs doivent s'entendre pour limiter et contrôler l'escalade dans la course aux armements sans diminuer leur sécurité respective pour autant.

Après la guerre froide : le monde uni-multipolaire et le déséquilibre des forces

La fin de la guerre froide est marquée par l'effondrement du bloc communiste¹². L'ordre mondial équilibré par l'opposition des deux blocs prend fin.

Samuel Huntington nous explique que le monde se caractérise dorénavant par une superpuissance, les Etats-Unis, d'un côté, et une série de grandes puissances régionales de l'autre¹³. Le monde passe d'un système bipolaire à un monde uni-multipolaire¹⁴.

Une superpuissance s'impose à tous les autres États dans les domaines économique, militaire, diplomatique, idéologique, technologique et culturel. Elle a virtuellement la capacité de promouvoir ses intérêts partout dans le monde. Les grandes puissances régionales sont prééminentes dans certaines parties du monde sans pouvoir défendre leurs intérêts de façon mondiale. La compétition pour la défense des intérêts prend la forme d'une lutte pour l'hégémonie mondiale des Etats-Unis, qu'ils qualifient de bienveillante et de non impérialiste, et la lutte pour obtenir le champ libre des puissances régionales, qui veulent pouvoir promouvoir leurs intérêts sans les pressions américaines.

¹⁰ Roosens, p. 174

¹¹ Le projet fera cependant surface sous la Présidence de Clinton, moins ambitieux. Il consiste à doter les USA d'un système terrestre de défense antimissiles contre une offensive mineure. Il porte alors le nom de « Bouclier antimissiles ». Il sera repris et développé sous la Présidence de Georges W. Bush, surtout après les attentats du 11 septembre 2001.

¹² Pour plus de détails sur l'effondrement du régime soviétique et la fin de la guerre froide, voir Roosens, pp. 209-229 ou Association franco-slave des étudiants 92, *De la Perestroïka à la fin de l'URSS (1985-1991)* : <http://www.afse92.com/paysslaves/russie-1-13.html>

¹³ L'Allemagne et la France, la Russie, la Chine, l'Inde, l'Iran, le Brésil, l'Afrique du Sud et le Nigéria.

¹⁴ Huntington, Samuel, « The Lonely Power », in *Foreign Affairs*, Vol. 78, Mar-Apr. 1999, p. 36-38.

Dans le monde uni-multipolaire, les questions internationales cruciales ne peuvent se régler que par la combinaison de l'action de la superpuissance et d'une ou plusieurs puissances régionales. Les Etats-Unis ne peuvent agir seuls, mais ils ont un veto sur les initiatives prises par les puissances régionales.

La sécurité mondiale ne repose plus sur l'antagonisme Est-Ouest, mais sur la lutte contre la prolifération nucléaire et, de façon très liée, sur la lutte contre le terrorisme. La prolifération, c'est la propagation de la possession de l'armement nucléaire dans le monde, mais aussi le perfectionnement technologique de ces armes.

L'origine de la menace que fait poser la prolifération nucléaire sur la sécurité collective s'enracine dans la course aux armements à laquelle se sont livrés les deux blocs pendant la guerre froide. Or, dès les années 1960, et notamment lors de la crise des missiles de Cuba, la communauté internationale prend conscience du danger que fait peser le développement des technologies nucléaires sur la sécurité mondiale.

Les États nucléarisés de l'époque, les Etats-Unis, l'URSS, la Chine, la France et la Grande-Bretagne élaborent une politique de désarmement, qui concerne surtout les armes nucléaires, et aboutissent en 1968 à la signature du **Traité de Non-Prolifération (TNP)**¹⁵. Il entre en vigueur en 1970, signé par tous les États sauf l'Inde, le Pakistan et Israël, qui refusent de cautionner les différences de traitement entre pays dotés et non dotés de l'arme nucléaire. Il est ensuite ratifié par 40 États. L'application de ce traité est confiée à l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA)¹⁶, créée en 1956 et destinée uniquement à contrôler l'usage de l'énergie nucléaire à des fins civiles et pacifiques.

La stratégie de sécurité devient donc la diminution de la menace nucléaire par le retour à la défense via un armement conventionnel dans le cadre des organisations internationales telles que l'ONU ou l'OTAN. Les pays qui possèdent l'arme nucléaire se sont engagés à respecter des garanties positives les engageant à porter secours aux pays qui seraient menacés ou attaqués par ce type d'armes, et des garanties négatives les engageant à ne pas attaquer, avec ces armes, des pays signataires du TNP qui n'en seraient pas dotés.

3. Le Traité de Non Prolifération Nucléaire (TNP) et ses faiblesses¹⁷

Le TNP établit un engagement différent entre les États dotés de l'arme nucléaire et ayant fait exploser un engin nucléaire avant le 1er janvier 1967, et les autres États, non dotés de l'arme nucléaire : les premiers (États-Unis, URSS, Royaume-Uni, France, Chine), également membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU, s'engagent à ne pas aider un autre pays à acquérir des armes nucléaires ; les seconds s'engagent à ne pas fabriquer d'armes nucléaires et à ne pas essayer de s'en procurer (article I et II). Par contre, le traité prévoit que des facilités soient offertes aux États qui désirent développer un programme nucléaire civil (article IV).

¹⁵ Pour le texte du TNP : <http://www.obsarm.org/obsnuc/traites-et-conventions/francais/tnp.htm>

¹⁶ www.iaea.org (en anglais – International Atomic Energy Agency).

¹⁷ Perkovitch, George *et al.*, *Universal Compliance. A Strategy for Nuclear Security*, Washington DC, Carnegie Endowment for International Peace, 2005, pp. 13- 31.

Le TNP contient également une clause relative au désarmement (article VI), tous les signataires devant s'engager à négocier en vue de parvenir à un arrêt de la course aux armements nucléaires et à un désarmement général et complet sous un contrôle international.

En 1995, les signataires acceptent que le traité, prévu pour 25 ans, soit valide indéfiniment. Par ce geste, ces États réaffirment leur renonciation à l'arme nucléaire contre l'engagement renouvelé des cinq États nucléarisés à éliminer à terme leur propre arsenal. Conscients que le traité n'est pas parfait, ces États sont néanmoins convaincus qu'il leur garantit une sécurité supérieure.

Mais dès 1998, l'Inde annonce des essais nucléaires, suivie deux ans plus tard par le Pakistan. Aucun de ces pays n'est signataire du traité. Le spectre d'une guerre nucléaire refait surface, vu les tensions existantes entre les deux pays et la course aux armements à laquelle ils se livrent. Ni le traité, ni le régime international de non-prolifération nucléaire, qui avait été mis en place autour de lui, n'ont empêché ces essais. Aujourd'hui, le danger est que des États entrent en possession d'armes ou de technologies nucléaires en exploitant les failles du TNP, notamment l'échec à définir spécifiquement ce qui constitue une application pacifique du nucléaire, et ce, sans violer explicitement l'accord. Ainsi, plusieurs États affirment développer des programmes nucléaires à finalité civile, mais qui pourraient rapidement produire des éléments destinés à des opérations militaires.

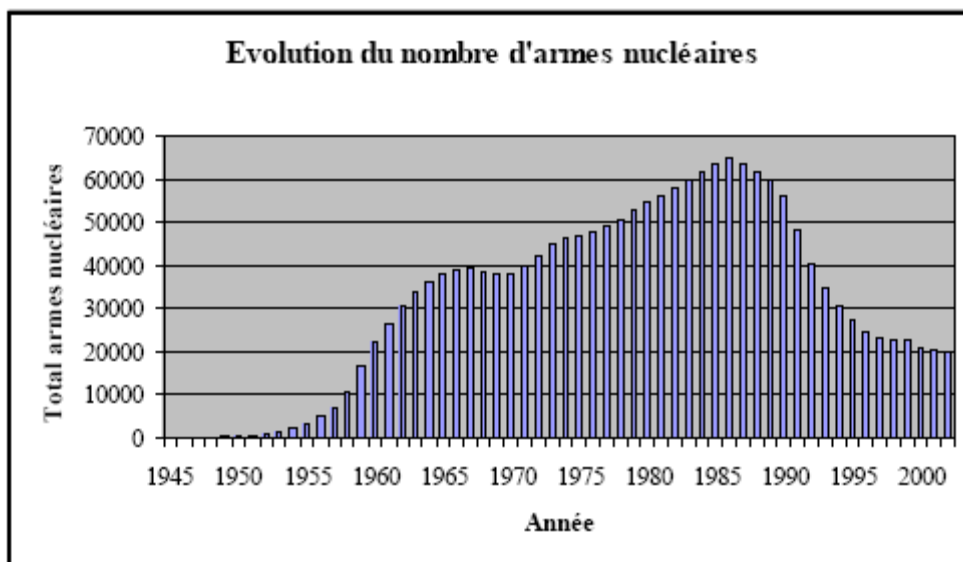
Les événements du 11 septembre 2001 montrent que des mouvements non étatiques sont également capables de commettre des attaques sophistiquées de destruction massive. De tels réseaux clandestins sont découverts dès 2003 dans plusieurs pays.

La crainte que de tels groupes puissent acquérir des armes nucléaires et soient déterminés à les utiliser renforce le sentiment d'urgence de trouver une riposte à la prolifération de la technologie et du savoir-faire nucléaire. La principale faiblesse du TNP, mise en évidence ici, est qu'il est conçu pour la sécurité d'un monde dont les menaces viennent des États, pas de groupes terroristes fournis au marché noir ou par des États peu scrupuleux. On peut utiliser la dissuasion contre un État en le menaçant de représailles, mais les terroristes qui n'ont ni terre, ni population, ni futur national à protéger ne peuvent être dissuadés.

Un autre danger vient de l'acquisition d'armes nucléaires par des États situés dans des régions où il existe des tensions entre États. Ce qui est le cas de l'Iran ou de la Corée du Nord. Le risque n'est pas tellement qu'ils utilisent ces armes contre les États-Unis, l'Union Européenne ou d'autres pays ; la dissuasion nucléaire est toujours opérante à leur égard. Mais il est à craindre que les autres États de la région ne réagissent en considérant une augmentation de la menace à leur encontre et cherchent à acquérir ou à développer eux aussi un arsenal conséquent, ne se sentant plus en devoir de respecter les termes du TNP car ne le considérant plus comme suffisant pour assurer leur sécurité. Cela pourrait à terme conduire à un conflit nucléaire régional.

Aujourd'hui, la majorité des pays estiment que les cinq signataires originels du TNP n'ont pas l'intention de remplir leurs obligations par rapport au démantèlement de leur propre arsenal. En effet, ils ont réduit significativement le nombre de leurs armes, mais n'ont pas cessé de les rendre plus efficaces. Cela a pour conséquence de réduire la volonté des pays non-détenteurs de l'arme nucléaire de remplir leurs propres obligations. Le régime de non-prolifération s'en trouve affaibli et certains États, dont le Japon, reconsidèrent ouvertement l'option nucléaire.

Malgré les faiblesses qui lui ont été trouvées et qui sont évoquées ici, le TNP a permis une réduction conséquente du nombre d'armes nucléaires dans le monde.



Les différents États lancés dans des programmes d'acquisition ou de développement d'une force nucléaire ont pris des mesures unilatérales pour réduire leur arsenal et annuler les programmes de modernisation de leurs forces nucléaires. De même, la nombre d'États dotés d'un armement de ce type à été réduit. L'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, la Libye, l'Algérie et les nouveaux États indépendants de l'Ex-URSS ont renoncé à leurs ambitions nucléaires¹⁸. L'armement conservé est destiné à la préservation de la paix et au maintien de la stabilité. Les circonstances où il devrait être utilisé ne sont plus qu'une perspective très lointaine.

Source : "Global nuclear stockpiles, 1945-2002", *Bulletin of Atomic Scientists*, Nov/Dec 2002, p.103, ce tableau est repris du dossier : *La non-prolifération d'armes nucléaires et les contrôles internationaux*, par Roland Carchon, actualisé en 2006 par Klaas Van Der Meer, Centre d'étude de l'énergie nucléaire, Mol, Belgique.

Pour aller plus loin :

Roosens, Claude, *Les relations internationales de 1815 à nos jours. Tome II : après 1939* (2^e éd.), Louvain-La-Neuve, Academia Bruylant, 2001.

Boniface, Pascal et Courmont, Grégory, *Le monde nucléaire : Arme nucléaire et relations internationales depuis 1945*, Paris, Armand Collin, 2006.

¹⁸ Carchon, Roland, *La non-prolifération d'armes nucléaires et les contrôles internationaux*, actualisé en 2006 par Klaas Van Der Meer, Centre d'étude de l'énergie nucléaire, Mol, Belgique.
https://www.sckcen.be/SCKCEN_Information_Package_2006/CDROM_files/public/brochures/nonproliferatie2005/nonproliferatieverdrag_FR.pdf

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/nucleaire/index.shtml>

Pax Christi Wallonie-Bruxelles, *Actualité de la paix et des grandes puissances. Comment se dessine le système des grandes puissances aujourd'hui ?*, décembre 2005.

Le film « **13 jours** », de Roger Donladson (2001) qui retrace la crise des missiles de Cuba et les négociations de dissuasion entre les deux puissances.



Septembre 2007

Anne-Sylvie Berck, chargée de recherche à la Commission Justice et Paix